

DES MICRO-FERMES POUR UN MICRO CHANGEMENT SOCIAL ?

La permaculture et les micro-fermes essaient et attirent l'attention. Fer de lance de ce mouvement, l'association Fermes d'avenir tente de se faire une place dans le paysage agricole français. Si elle cherche encore des cultivateurs, elle a déjà trouvé ses partenaires : des entreprises agro-alimentaires, la grande distribution et des banques.

« SI LA PERMACULTURE, MOT QUI CLAQUE ET FAIT RÊVER, EST SUR TOUTES LES LÈVRES, LE TERME « RÉFORME AGRAIRE », LUI, A DISPARU DU VOCABULAIRE. TROP GROSSIER. ARCHAÏQUE. POURTANT, EN FRANCE, 10 % DES EXPLOITANTS POSSÈDENT 50 % DES TERRES. »

« *Small is beautiful* » Le slogan du philosophe Ernst Schumacher résume bien l'approche des micro-fermes. « *Face à l'idolâtrie du gigantisme, il faut prôner les vertus de la petitesse* », écrit-il¹. Sur des surfaces réduites, qui dépassent rarement l'hectare, ces initiatives valorisent le travail manuel et les cultures associées pour produire un écosystème nourricier. Aujourd'hui, deux micro-fermes expérimentales, le Bec Hellouin (dans l'Eure) et la Bourdaisière (en Indre-et-Loire), sont sous le feu des projecteurs. Avec une puissance médiatique détonante. Parfois agaçante tant les journaux se répètent et s'accordent. De l'*Express* à *Paris Match*, on vante partout les mérites de « *cette nouvelle agriculture qui soigne la terre et nourrit les hommes*. »

Ces oasis de verdure perdues dans le désert agro-industriel ne doivent pourtant pas devenir des mirages et cacher d'un voile la réalité de nos campagnes stériles et mortifères. Car le productivisme continue de ravager la terre, l'eau et les hommes. Avec ses fermes-usines, ses produits chimiques, sa violence. En 30 ans, 60 % des fermes de moins de 20 hectares ont disparu. Si ces dernières années, le terme « *micro-ferme* » est à la mode, les petites fermes, elles, n'ont cessé de diminuer. L'appétit est insatiable. L'accaparement de terres fait rage. Les exploitations de plus de 100 hectares représentent aujourd'hui 20 % des fermes, contre 10 % en 2000. Plus que jamais, un combat politique est nécessaire pour impulser un changement sur nos territoires. Le mouvement naissant de la permaculture et des micro-fermes sera-t-il à la hauteur ou seulement une jolie vitrine ?

UNE MARGINALITÉ INOFFENSIVE ?

« *Ces alternatives n'effrayent pas les gros céréaliers* », reconnaît Kevin Morel, doctorant au pôle agriculture urbaine à l'INRA. « *Au pire des cas, ils se disent que ce sont des hurluberlus* ». Telle une réserve d'Indiens, à la frontière du monde agricole où règnent de « *vrais professionnels* », comme le dit Xavier Beulin, président de la FNSEA, le syndicat agricole majoritaire. Paradoxalement, en se cantonnant à des petites surfaces, l'approche des micro-fermes est complètement soluble dans le discours de la FNSEA, avec sa vision duale, qui défend d'un côté une agriculture intensive, compétitive et ouverte sur l'exportation, et de l'autre une agriculture de niche, à haute valeur ajoutée, avec des circuits courts. Tant que ces alternatives se limitent à la marge, elles ne sont pas bien menaçantes.

Si la permaculture, mot qui claque et fait rêver, est sur toutes les lèvres, le terme « *réforme agraire* », lui, a disparu du vocabulaire. Trop grossier. Archaïque. Pourtant, en France, 10 % des exploitants possèdent 50 % des terres. En 2012, sur les 88.000 hectares rétrocédés par la Safer (l'organisme de régulation foncière censé donner la priorité aux jeunes paysans), seuls 2.700 concernaient l'installation d'agriculteurs, le reste partant à l'agrandissement.

La prouesse technique des micro-fermes (tirer un revenu sur quelques milliers de mètres carrés) peut se transformer en impasse politique. Leurs expérimentations comportent le risque de légitimer les dés pipés de la distribution foncière. Dans le projet pilote de la ferme de la Bourdaisière, on souligne que « *le modèle proposé n'est réalisable que sur des surfaces restreintes* » et qu'il est possible de « *valoriser*

1. Ernst Friedrich Schumacher, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Seuil, coll. « Points », 1979

2. Aurélie Trouvé, *Le business est dans le près*, Fayard, 2015

des parcelles pour l'instant délaissées » au sein des collectivités, des entreprises, ou chez les grands propriétaires. L'objectif affiché n'est pas tant la substitution d'un modèle agricole que l'optimisation du foncier disponible.

« Nous devons réclamer le droit d'exister ailleurs que dans des mouchoirs de poche », affirme Sylvain, militant et accompagnateur de l'agriculture biologique, en Ile-de-France. « L'idée que l'on pourrait vivre sur des micro-surfaces ne nous aide pas à nous battre pour obtenir des fermes de 30 ha... », dit-il. D'ailleurs, la majorité des petits maraîchers qu'il accompagne, en Ile-de-France, le sont par défaut. Anciens fonctionnaires, ouvriers, cadres, ils ont décidé de devenir paysans sur le tard, mais se sont tous confrontés à un marché du foncier bloqué. Adieu les rêves d'élevage, de céréales, de vigne ! Ils s'installent sur des micro-surfaces en maraîchage car ils n'ont pas d'autres choix. La terre est soit accaparée par le voisin qui souhaite s'agrandir soit engloutie sous le béton des villes. À côté de l'optimisme rayonnant des micro-fermes permacoles, se cache une multitude de paysans invisibles installés sur les miettes du productivisme agricole.

« Au lieu de construire collectivement un rapport de force, les micro-fermes préfèrent communiquer, individuellement, sur leurs bonnes pratiques », raconte, amer, un paysan sans terre passé par la formation du Bec Hellouin. « Ces centres

expérimentaux veulent susciter des vocations et montrer l'exemple. Mais c'est insuffisant si l'on ne s'attaque pas aussi aux causes qui bloquent les installations », ajoute-t-il. Selon Aurélie Trouvé, agronome et membre d'ATTAC, « seule une réorientation massive des aides de la PAC et la transformation de tout un ensemble de politiques permettront à ces alternatives de passer d'une agriculture de niche à un modèle dominant »².

DES ENTREPRENEURS ÉLOIGNÉS DU MONDE RURAL ?

L'association « Fermes d'avenir », créée en 2013 avec l'expérience de la Bourdaisière, a son siège en Touraine, dans le château qui accueille la micro-ferme, plantée au milieu des jardins à la française. Le président du Comité scientifique et économique de l'association et propriétaire du domaine, Louis Albert de Broglie, appelé aussi « le prince jardinier », a souhaité généraliser les micro-fermes avec l'objectif de créer « un million d'emplois ». L'association a lancé en 2015 un concours à l'issue duquel treize petites fermes ont été sélectionnées pour représenter « l'agriculture de demain ». Ils ont obtenu le tampon « Fermes d'avenir », comme « une marque » et touché plus de 10.000 euros grâce au soutien notamment de BNP Pari-



bas et du groupe Clarins (un leader mondial de cosmétique)³. Les responsables RSE (Responsabilité sociale des entreprises) de ces deux sociétés faisaient aussi partie du jury, ce qui peut étonner quand on connaît les déboires de la BNP avec les paradis fiscaux et le financement de l'énergie fossile. Après avoir été le sponsor de la COP21, elle continue son greenwashing. Et Fermes d'avenir lui tend les bras. Ici la permaculture se mêle au management et au marketing.

Maxime de Rostolan, le directeur de l'association, a aussi inventé un néologisme : le « *payculteur* » pour désigner les futurs « *entrepreneurs capables de gérer plusieurs micro-fermes dans une région* » et qui s'occuperaient du financement et des débouchés commerciaux. De quoi déconcerter les paysans syndicalistes : « *Je n'ai pas besoin qu'on administre ma ferme ! Ils nous refont le coup des contrats d'intégration⁴, chers aux coopératives et à l'agro-business !* » Un membre d'une ADEAR⁵ souligne la contradiction avec les valeurs de l'agriculture paysanne. « *Ce qui compte sur une ferme c'est l'autonomie. La capacité de chaque paysan à définir lui-même ses objectifs, ses problématiques en accord avec ses convictions. Cela ne se décrète pas d'en haut* ».

On retrouve chez ces acteurs l'esprit de la start-up qui arrive en terrain conquis. Même si ce dernier est souvent inconnu. « *Les micro-fermes ont peu de lien avec le monde rural traditionnel, ce qui crée parfois des incompréhensions, des phénomènes de défiance et de rejet* », analyse Kevin Morel. Ce chercheur travaille lui-même au sein de l'équipe Agricultures urbaines de l'Inra/AgroParisTech, alors que le terrain de sa thèse se trouve principalement à la campagne. « *Cependant, je pense que le regard des urbains peut apporter du renouveau dans l'agriculture si un vrai dialogue est engagé entre le monde paysan et les porteurs de projet urbains* », ajoute-t-il.

ALLIANCE AVEC LE CAPITALISME VERT

Finalement, ces micro-fermes sont parfois plus proches du monde conventionnel que des alternatives. Le projet pilote de la Bourdaisière connaît moins bien la Confédération paysanne que les firmes et les distributeurs de l'agro-alimentaire. Ses principaux mécènes et partenaires sont Fleury Michon, Casino, Metro, Banque Populaire, Nature & Découvertes, Rustica, etc. « *Plus de 80 % des fruits et légumes se vendent via les circuits traditionnels de la Grande et Moyenne Distribution (GMS). Il nous apparaît évident que pour changer les choses, nous devons les convaincre* », justifie la ferme de la Bourdaisière.

Changer le système de l'intérieur est une stratégie comme une autre. Soit. La critique de ces acteurs ne porte pas sur la morale ou la pureté militante. Mais plutôt sur ce que reflète insidieusement cette démarche. L'agriculture locale, saine, durable, a été récupérée par l'agro-capitalisme. Elle est devenue un nouveau marché, une niche. Selon un pionnier de l'agriculture biologique, « *mettre des paniers bio sur l'étalage de la grande distribution, c'est les transformer en produit d'appel. Et éviter que la population se tourne da-*

vantage vers les circuits courts. En tout cas, ce n'est pas changer les pratiques d'approvisionnement des grosses enseignes. »

Début janvier, à l'appel de la FDSEA et des Jeunes Agriculteurs, 150 éleveurs ont bloqué l'hypermarché d'Angers pour dénoncer « *une politique des prix d'achat au plus bas menée par Casino.* » Le groupe est devenu « *la bête noire des agriculteurs.* » De manière plus générale, depuis dix ans, les paysans ont perdu plus de 30 % de plus-value au profit des transformateurs et distributeurs. Un jour, il faudra choisir son camp si l'on ne veut pas devenir l'idiot utile de l'agro-business.

Au delà de ces deux micro-fermes expérimentales de la Bourdaisière et du Bec Helouin, d'autres projets fleurissent partout sur le territoire. Ils font de la permaculture sans s'en vanter, sans même le dire. Ils expérimentent loin des médias et des grands financeurs. Simplement parce que cela répond aux besoins fondamentaux du paysan, à la recherche de savoir-faire. En Lorraine, en 2008, on comptait une petite dizaine de maraîchers bio. Aujourd'hui, ils sont 120, dont beaucoup sur de petites surfaces. La plupart se sont installés grâce aux AMAP. Ces néo-paysans viennent de la ville. Ils ont créé, en 2014 le « *MAPS* » pour « *Maraîchage en Autonomie sur Petite Surface* ». Le groupe fonctionne en autogestion et se veut un lieu d'échange entre paysans et porteurs de projet. « *On ne cherche pas des réponses toutes faites. Personne n'est expert. On apprend d'abord à se poser des questions, à retrouver ensemble de l'autonomie.* » Le savoir est en construction et la dynamique s'enracine. Porteuse d'espoir.

Guillaume, installé dans la Meuse, résume sa vision du secteur : « *on est dans un milieu hostile où il faut s'organiser collectivement pour survivre* ». Puis il se fend d'un grand sourire, espiègle : « *Si je fais ma part de colibri⁶ moi ? Non je préfère la part de l'aigle : tu ouvres grands les serres et tu fonces vers l'adversaire. La défense de l'agriculture paysanne, c'est un combat politique.* »

Gaspard d'Allens⁷

3. Le concours a été co-organisé par la Ruche qui dit Oui, avec notamment comme partenaires la Fondation Nature et découverte et le Crédit Coopératif. Une campagne de crowdfunding a aussi été menée.

4. Les contrats d'intégration agricoles sont des contrats de contractualisation. Ils sont accusés de créer une dépendance économique de l'agriculteur vis-à-vis de l'entreprise ou de la firme agro alimentaire.

5. ADEAR (Association de Développement de l'Emploi Agricole et Rural), Association sur l'ensemble du territoire, proche de la Confédération paysanne et fortement mobilisée pour favoriser l'installation agricole.

6. Popularisée en France par Pierre Rabhi, la légende amérindienne du colibri incite chacun à faire sa part, convaincu que « beaucoup de petites choses par beaucoup de petites gens en beaucoup de petits lieux peuvent bouleverser la face du monde. "L'oiseau coloré s'agite pour contrer l'incendie qui dévore la forêt, transportant dans son bec goutte d'eau après goutte d'eau." »

7. Co-auteur des Néo-paysans, éditions du Seuil, février 2016